

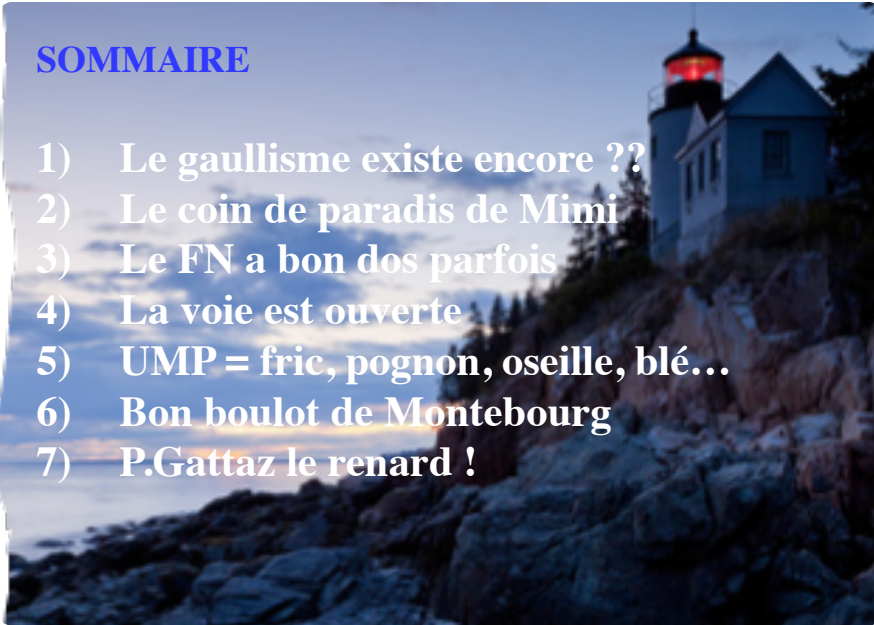
LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 23 JUIN 2014

SOMMAIRE

- 1) Le gaullisme existe encore ??
- 2) Le coin de paradis de Mimi
- 3) Le FN a bon dos parfois
- 4) La voie est ouverte
- 5) UMP = fric, pognon, oseille, blé...
- 6) Bon boulot de Montebourg
- 7) P.Gattaz le renard !



G.Diez La Presse en Revue

I) Oui Natacha Polony, l'avenir est au gaullisme social



Il faut absolument lire **l'excellente interview donnée par Natacha Polony au FigaroVox**. D'abord, elle y dessine une ligne politique cohérente qui pourrait enfin bousculer le duopole de l'UMP et le PS et à laquelle j'adhère largement, mais elle y explique aussi **pourquoi le FN est une impasse**.

Le gaullisme social, une boussole pour l'avenir

Pour moi, le gaullisme représente la voie de sortie de crise pour notre pays, cette boussole qui ferait que pour une 3ème fois, l'homme qui a sauvé notre pays en 1940 puis en 1958, pourrait une nouvelle fois nous permettre de repartir sur de nouvelles et bonnes bases. Pour Natacha Polony, « cette aspiration politique à une forme de gaullisme social existe et pourrait même être majoritaire dans le pays, mais elle n'est pas incarnée pour l'instant ». Longtemps, j'ai plutôt été hostile à l'ajout de l'adjectif « social » au gaullisme, pour deux raisons. En premier lieu, parce que pour moi, le gaullisme est forcément social parce qu'il se soucie de l'intérêt général et cherche à faire avancer tout le monde. Ensuite, parce que j'avais l'impression que ce qualificatif était trop marqué politiquement, et donc réducteur.

Mais aujourd'hui, face à un pouvoir « socialiste » qui joue son mandat sur une baisse forte des cotisations patronales pour diminuer le coût du travail, qui poursuit le processus délétère de destruction des services publics (la grève de la SNCF nous le rappelant bien) et qui a capitulé idéologiquement face à la droite la plus bête selon Paul Krugman, ce qualificatif prend du sens. Aujourd'hui, la défense des conquêtes sociales du passé est presque totalement abandonnée par le Parti Socialiste. Les gaullistes authentiques sont donc de facto les nouveaux porteurs de certaines espérances classées à gauche, à savoir le progrès social, la défense d'un équilibre entre le travail et le capital, le refus d'une société toujours plus inégale et instable, du fait d'une démission idéologique face au « laisser faire » et au « laisser passer », du refus de la nation, garante de la démocratie et de notre solidarité des autres partis.

Pour elle, le rapport à la mondialisation devrait être le nouveau fondement du clivage droite-gauche, entre « ceux qui sont favorables à l'extension d'un marché mondialisé et une mise en concurrence universelle et de l'autre les tenants d'une protection des citoyens par l'exercice de la

souveraineté des peuples (...) Il doit également se redéfinir autour de la notion de progrès : avec d'un côté ceux qui voient dans l'histoire de l'Humanité celle d'une conquête permanente et infinie sur la nature et la tradition et ceux qui pensent que l'individu est confronté à ses limites ». Ce faisant, elle prolonge la pensée de Jean-Claude Michéa, pour qui on reconnaît une personne de gauche au fait qu'elle est incapable de critiquer tout ce qui est nouveau. Le progrès, s'il est souvent porteur de bonnes choses, ne l'est pas forcément. Les farines animales, c'était aussi un progrès à une époque. On a vu où cela nous a mené, avec la vache folle...

L'impasse du Front National

Puis, la discussion dérive sur le FN, qui représente, pour beaucoup, cette alternative à la pensée néolibérale dominante. Dans une analyse que je partage volontiers, pour elle « les médias et les partis de gouvernement ont systématiquement et méthodiquement éradiqué toutes les dissidences en les assimilant au Front National pour les décrédibiliser. En cela, ils ont offert un boulevard à Marine le Pen en lui laissant le monopole de la contestation d'un système que tant de Français jugent étouffant et générateur de malheur et de pauvreté ». Mais le FN ne trouve pas davantage grâce à ses yeux qu'aux miens pour trois raisons : le manque de crédibilité du virage idéologique, la persistance d'un fond xénophobe et la personnalité même de la nouvelle présidente. Une analyse à laquelle je souscris totalement. Pour elle, « il est vrai que Marine Le Pen a siphonné le corpus idéologique de Jean-Pierre Chevènement ou Philippe Séguin. Sur le papier, cela peut sembler intéressant. Mais, j'ai du mal à comprendre comment des militants qui ont soutenu pendant tant d'années le « reaganisme » de Jean-Marie Le Pen peuvent aujourd'hui défendre exactement l'inverse. Comment des gens qui étaient anti-laïcs et refusaient la loi sur les signes religieux à l'école peuvent aujourd'hui proclamer leur amour pour la laïcité et l'école républicaine ? J'y vois une forme d'opportunisme et je me méfie des impostures derrière les postures ». Elle poursuit : « par

ailleurs, il y a, non pas forcément chez les électeurs du FN, mais chez certains militants et soutiens, des gens chez qui la frustration a basculé dans la haine. Il suffit de surfer sur internet pour trouver dans certains propos un déferlement de violence qui me révolte ». Ou même de la part du président d'honneur...

Elle conclut : « je ne connais pas Marine Le Pen et il est possible qu'elle soit sincère dans sa démarche (même si je crains qu'elle soit surtout représentante d'une génération de politiques, tels qu'on les voit aussi dans les autres partis, sans architecture idéologique et fonctionnant à l'opportunisme) mais il lui sera très difficile de se débarrasser de ses militants historiques. Et puis, en politique, on ne porte jusqu'au bout que les idées auxquelles on croit de toute son âme ». Cela fait du bien de lire sous la plume d'une personne que j'apprécie beaucoup, une des figures de la pensée alternative, un jugement aussi bien structuré mais également aussi ferme sur le FN. Le salut de la France doit prendre un autre chemin car la voie offerte par ce parti, outre d'être incapable de rassembler une majorité, serait probablement une impasse de plus, certes différente sur bien des points, mais pas moins une impasse.

Un grand merci à Natacha Polony pour cette belle tribune. Non seulement elle montre que la voie de la nation n'est pas forcément rabougrie ou haineuse, mais aussi que celle-ci repose au contraire sur l'écoute de ce que nous sommes et une prudence à l'égard de la dictature de la modernité.

par Laurent Pinsolle

agoravox.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Dans l'immeuble de Michèle Sabban : « Ce n'est pas l'ouvrier du coin qui habite ici »

Etienne Combier | Apprenti journaliste

Un immeuble vitré, des balcons fleuris et une cour bien entretenue : bienvenue dans la résidence de Michèle Sabban. Ce lieu, Marianne l'a fait découvrir aux Français par un article, qui accuse la vice-présidente socialiste de la région Ile-de-France de bénéficier d'un logement social alors que ses revenus avoisinent les 4 000 euros mensuels (primes comprises).

L'immeuble est situé dans le XIII^e arrondissement de la capitale, en face de Paris-Bercy. Peu de bruits, une bibliothèque à deux pas, un parc agréable où les habitants du quartier se retrouvent régulièrement. En soi, un « petit nid » comme le décrit Marianne, où il semble faire bon vivre.



Le lieu de résidence de Michèle Sabban (Etienne Combier/ Rue89)

Mais c'est aussi un endroit très sécurisé, où les portes ne s'ouvrent qu'avec des badges, et où les trois parties de l'immeuble ne communiquent pas.

Certains riverains n'ouvrent pas leur porte, paraissent très anxieux de la présence d'une personne non habitante du lieu. D'autres au contraire sont heureux de discuter de leur situation qu'ils ne qualifient pas de privilégiée.

Pour beaucoup, ce logement est leur premier, obtenu lors de l'ouverture de l'immeuble par la Régie immobilière de la ville de Paris (RIVP) en

1997. Une fois leur dossier envoyé à la Mairie de Paris, leur demande a été traitée en six mois à un an, un délai relativement court pour ce genre de logement.

« Mme logements sociaux »

Outre la douceur du loyer (1 218 euros pour 70m² à Paris), ce logement fait scandale parce que Michèle Sabban est aujourd'hui la « Mme logements sociaux » du conseil régional d'Ile-de-France.

En tant que vice-présidente chargée du personnel, de l'administration et des marchés publics, c'est elle qui transmet les dossiers des demandeurs de logements sociaux aux bailleurs franciliens pour les 9 700 places sur lesquelles la région possède un droit réservataire.

La « charmante » Mme Sabban

Les appartements sont classés PLI (intermédiaire). Ils sont destinés à des personnes « trop riches » pour être en habitat à loyer modéré (HLM) mais pas assez pour intégrer le marché dit « classique ».

A l'intérieur, l'affaire Michèle Sabban provoque autant la sympathie que la surprise pour de nombreux riverains. La vice-présidente est décrite comme « gentille » ou « charmante » par certains voisins. D'autres ne savent pas que Michèle Sabban a élu domicile dans leur résidence depuis dix ans.



Le jardin qui borde l'immeuble (Etienne Combiere/Rue89)

Dans l'immeuble, on compte plusieurs musiciens, une magistrate, une personne haut placée d'Alcatel Lucent, des médecins ou un sociétaire de la Comédie-Française. Des CSP+ qui se disent choqués du traitement médiatique appliqué à leur voisine.

« Ce n'est pas l'ouvrier du coin qui habite ici », lance Christiane :

« Vous en avez déjà vu vous, des logements sociaux à 1 300 euros par mois ? Cela ne me choque pas du tout que madame Sabban soit ici. »

« Des appartements d'un haut niveau »

Marianne décrit Michèle Sabban comme une parachutée dans un lieu qu'elle ne devrait pas occuper au vu de sa situation financière. La situation des riverains que nous avons pu interroger pousse cependant à réfléchir davantage sur ce genre de logement. « Ce sont des appartements d'un haut niveau », argumente Eliane, résidente depuis 1999.

Cependant, alors que les classes sociales représentées sont rarement populaires, les loyers restent à un prix défiant toute concurrence. A partir de l'enquête empirique de Rue89, les loyers oscillent autour de 14 euros le m² par mois, une « moyenne » qui reste la moitié du prix du marché (28 euros/m² pour ce quartier du XIII^e arrondissement).

rue89.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Michèle Sabban estime que ceux qui parlent de son logement social font le jeu du FN



Michèle Sabban. © Maxppp.



Sébastien Tronche
sebastien.tronche@europel.fr

Vice-présidente socialiste de la région Ile-de-France, Michèle Sabban a vu fleurir cette semaine de nombreux articles l'accusant d'occuper un logement social. Ce vendredi 20 juin, via un communiqué, l'élue se défend. Et accuse à son tour les médias de faire le jeu de l'extrême droite en parlant de son logement social.

Ainsi écrit-elle :

« Je considère donc aujourd'hui que les attaques dont je fais l'objet sont totalement infondées, injustes et cherchant à me nuire. Que savent-ils de ma situation et comment s'en emparent-ils pour espérer de l'audience ? Avec de telles pratiques, l'audience de demain se retrouvera dans les urnes avec un Front national encore plus présent, encore plus puissant. »

Tenant à "apporter plusieurs précisions utiles", Michèle Sabban explique qu'elle n'a pas souhaité réagir "plus tôt afin de ne pas entraver le débat qui

a eu lieu ce matin dans l'hémicycle régional".

Ce 20 juin, en effet, le groupe UMP à la région Ile-de-France a appelé la région présidée par le socialiste Jean-Paul Huchon à faire la "transparence" sur les élus habitant en logements sociaux, affirmant que plus aucun conseiller régional UMP n'en bénéficiait.

"Je crois qu'il est nécessaire aujourd'hui d'établir une charte de déontologie à l'échelle de la région Ile-de-France, comme la Ville de Paris le fait, c'est-à-dire une attestation sur l'honneur de l'ensemble des conseillers régionaux, en leur demandant s'ils bénéficient d'un logement social ou d'un logement aidé, et à quel titre", a affirmé en séance plénière Pierre-Yves Bournazel, à l'occasion de l'examen du rapport de la mission d'information et d'évaluation sur les logements de la région Ile-de-France qu'il a présidée.

Revenant sur les faits qui l'ont amené à postuler puis occuper un logement social, Michèle Sabban assure qu'aujourd'hui, sa situation "est **en tout point conforme à la réglementation en vigueur**".

IV) L'après-Hollande a commencé



Conseil des ministres du 18 juin. © (Elysée)

Par christian salmon

C'est le secret le mieux gardé de la République. Il n'y a plus de gouvernement. Bien sûr, il y a encore des ministres qui se rendent à l'Élysée chaque mercredi. Il y a toujours un premier ministre qui s'efforce de conserver sa majorité à l'Assemblée. Mais il n'y a plus de gouvernement. Serait-ce, comme l'écrivait François Mitterrand dans *Le Coup d'État permanent*, que sous la Ve République « seul le président de la République ordonne et décide » ? Rien n'est moins sûr. D'ailleurs, y a-t-il encore un président à l'Élysée ?

La question n'est plus taboue dans les coulisses du pouvoir. Le doute s'insinue jusque chez ses plus fidèles collaborateurs. Pour certains, nous sommes à la veille d'une crise de régime qui pourrait emprunter les chemins de la dissolution. Pour d'autres, le temps d'une recomposition de la gauche a commencé sur les ruines du vieux parti socialiste. Pour d'autres enfin, l'« après hollandisme » a commencé.

« Hollande le Bref » ou l'obsolescence

programmée de la fonction présidentielle. Aux partisans d'une VIe République, il offrirait à la fois le déclin du régime présidentiel et une reparablementarisation de la vie politique sans même changer de Constitution. C'est une stratégie que certains au gouvernement pratiquent déjà ouvertement, comme ce fut le cas en mars lorsqu'ils décidèrent de mettre sous tension la fonction présidentielle en imposant au président de la République le choix de Valls comme premier ministre, une prérogative qui est pourtant un marqueur de la Ve République.

L'affaire de la démission annoncée d'Arnaud Montebourg, explicitée cette semaine dans *Le Nouvel Observateur* (c'est à lire ici) et aussitôt démentie par l'intéressé, vient s'ajouter à la longue liste des couacs, coups de gueule et autres escarmouches qui nourrissent depuis deux ans la chronique de la cacophonie gouvernementale. Du renvoi de Nicole Bricq du ministère de l'écologie un mois après sa nomination, au limogeage brutal de Delphine Batho avant l'été 2013 pour crime de

lèse budget ; de la démission annoncée puis abandonnée d'Arnaud Montebourg, désavoué publiquement par Matignon à propos de Florange, à la démission forcée de Jérôme Cahuzac, coupable d'avoir menti aux plus hautes autorités de l'État, le casting gouvernemental est soumis à rude épreuve.

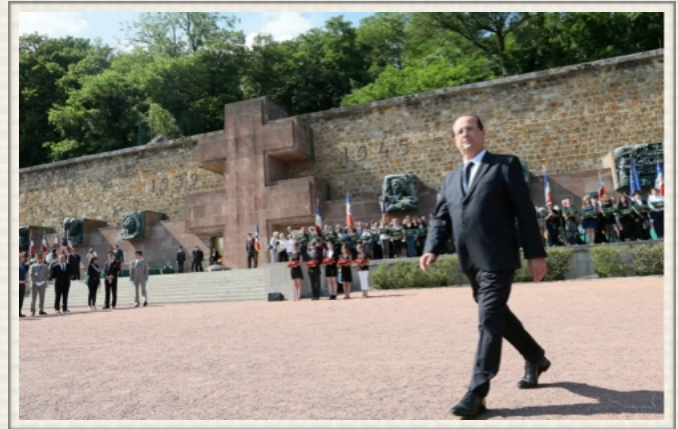
Comment l'interpréter ? Jusque-là, on l'imputait au défaut de leadership de Jean-Marc Ayrault. Avec l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, la guéguerre a pourtant redoublé d'intensité entre tribus socialistes. Depuis le mois de mars, elle a gagné les bancs de l'Assemblée où les opposants au gouvernement se comptent : ils étaient 11 conjurés au début, lors du discours de politique générale de Manuel Valls ; plus de 40 à s'abstenir sur le plan de 50 milliards d'économies des dépenses publiques, et voilà qu'ils lancent l'« Appel des cent » (lire ici l'article de Mathieu Magnaudeix). Mais si on les interrogeait sous couvert d'anonymat, me dit un député socialiste, les deux tiers du groupe socialiste seraient d'accord avec les frondeurs.

À Solférino, on réclame un chef, capable de livrer bataille. Le parterre s'impatiente. Quand la bataille des idées s'éteint, que les projets de transformation cèdent la place aux calculs des comptables, le vieux bonapartisme renaît de ses cendres. Déjà Valls perce sous Hollande. Il a entamé sa marche sur Rome ; « sa marche sur les Roms », rectifie un député frondeur !

Ainsi va la France « personnalisée », écrivait Mitterrand... « Je connais des Français qui s'en émerveillent, qui ne sont pas choqués de voir leur patrie réduite aux dimensions d'un homme... Ils ont du vague à l'âme dès qu'ils sont privés du frisson que leur procure le meilleur artiste de la télévision, le dernier des monstres sacrés... Ils ont hâte de voir une tête dépasser le rang et d'obéir à la vieille musique du droit divin tirée de la mythologie du moment. » Ces lignes ont été écrites par François Mitterrand il y a un demi-siècle et elles n'ont rien perdu de leur actualité.

C'est que rien n'a changé ! Nous sommes sous le même régime dont les effets de personnalisation ont été aggravés par l'apparition des chaînes d'info en continu. Depuis trente ans, alors que la vie politique médiatique se concentre de plus en plus sur la conquête du pouvoir présidentiel – l'élection au suffrage universel devenant non seulement le moment clé de la vie démocratique,

mais l'élément qui surdétermine entre deux élections toutes les stratégies des acteurs –, les attributions du président se dissipent, se dispersent. Les enjeux nationaux se réduisent à l'élection ou la réélection d'un homme. La Nation réduite aux dimensions d'un homme...



18 juin, cérémonie au mont Valérien. © (Elysée)

Cette personnalisation s'accompagne d'une « virilisation » de la politique. Triomphe des postures martiales et des coups de menton. Cécile Duflot souligne à ce propos un paradoxe intéressant : « Plus l'exercice du pouvoir se révèle difficile dans un monde mouvant et complexe, plus les caractéristiques que l'on attend d'un homme politique se durcissent, se virilisent : mâchoire carrée, menton en avant, discours martial. Cela crée une sorte de dissonance cognitive entre l'idéal type du mec autoritaire et le fait qu'on voit bien qu'il ne tient rien. »

Plus l'État est désarmé, plus il doit afficher son volontarisme. La posture du « volontarisme » néolibéral est la forme que prend la volonté politique lorsque le pouvoir est privé de ses moyens d'agir. Mais sa crédibilité est gagée sur la puissance effective de l'État. Si cette volonté affichée n'est pas suivie d'effets, le volontarisme est démasqué comme une posture. Il faut donc qu'il redouble d'intensité, qu'il s'affiche avec plus de force pour se recrédibiliser, démonstration qui va accentuer encore le sentiment d'impuissance de l'État.

La « dorsale libérale »

C'est la spirale de la perte de légitimité. Et c'est ce que n'a cessé de faire François Hollande depuis deux ans. « Je suis en ordre de bataille. Je suis le chef de cette bataille. J'avance », affirmait-il, bravache, au début de son mandat, essayant de recycler ses galons de chef de guerre obtenus au Mali dans la bataille pour l'emploi. Il allait renégocier le traité européen, réveiller la croissance, redonner confiance aux investisseurs et, comme Hercule retournant Lichas, inverser la courbe du chômage.

Il décréta la pause fiscale qui ne vint jamais, déclara prématurément la guerre en Syrie, stoppée par le veto de Washington, et se vit obligé de rappeler Leonarda que son ministre de l'intérieur avait expulsée, mais sans ses parents...

L'histoire de Florange est exemplaire, me confie un ex-ministre : « Le président a laissé prospérer deux solutions opposées au lieu de mettre tout le monde autour de la table et de faire converger les points de vue. Il a laissé diverger les deux options et il a tranché quand c'était trop tard. » Quels que soient les sujets : Florange, mariage pour tous, droit de vote des étrangers, transition énergétique, réforme pénale, « il a tranché là où il fallait rassembler et il a tenté de rassembler là où il fallait trancher ».

La chronique du hollandisme n'est qu'une suite de couacs, d'annonces démenties et de décisions non suivies d'effets. « Mépriser les hauts et reprendre les bas », disait Chirac. Hollande se contente de la seconde partie du programme. « Reprise » est la devise de son quinquennat. C'est la partition du hollandisme. Hollande n'exerce pas le pouvoir, il l'interprète.



Arnaud Montebourg. © (Reuters)

Depuis deux ans, il donne de la fonction présidentielle une interprétation toute en nuances, composant par petites touches l'autoportrait d'un prince paradoxal, soumis aux injonctions contradictoires de l'austérité et de la croissance, du désendettement et du redressement. Un président à souveraineté limitée, conforme à la situation des États européens, contenue par le corset étroit des règlements qu'a tissés l'Union européenne depuis le traité de Maastricht, soumis à la tutelle des marchés et des agences de notation. Un conseiller de Bercy constate amèrement : « On mobilise plus d'efforts diplomatiques pour défendre la BNP aux États-Unis qu'on ne l'a fait pour défendre les marges budgétaires et la réorientation de l'Europe. »

« En juin 2012, me confie un ex-ministre, François Hollande est allé à Bruxelles pour renégocier le traité européen. Nous savons maintenant qu'il ne l'a pas fait. Il a demandé deux années de non-application du traité contre l'abandon de sa politique de croissance. Il a demandé du temps. Ce n'est pas une négociation ça. Il a demandé deux ans pour appliquer un traité alors qu'il avait été élu pour le renégocier. »

Un ex-conseiller de Bercy ne mâche pas ses mots : « Ce qui manque à cette équipe, c'est une architecture intellectuelle solide, capable d'opposer à la logique ordo-libérale allemande une stratégie et une alternative. Tout cela s'explique non pas par la mauvaise foi, mais par la foi justement, la croyance collective dans la performativité des normes juridiques contenues dans les traités. C'est la foi des comptables du Trésor, des juristes, des hauts fonctionnaires, très compétents en matière de normes mais qui ne sont pas économistes... Tout cela a eu pour effet de déporter l'analyse de la conduite des affaires, de l'intelligence des mécanismes de base et des lois économiques vers le juridisme des négociations diplomatiques inter-européennes. Les leçons de l'histoire économique sont oubliées au profit de rituels d'obéissance et de sacrifices. À la connaissance des lois économiques, on préfère les invocations empruntées à la novlangue européenne (restaurer la confiance, rembourser, efforts, sérieux)... qui percole dans les élites. Une grammaire du renoncement... »

Le nouveau gouvernement a ancré toute sa politique dans la négociation inter-européenne en acceptant le cadre et les présupposés (les 3 %, l'euro fort, le Code du travail)... La peur des

marchés, qui a pris la forme d'une véritable paranoïa dans les premiers mois du quinquennat, l'a conduit à sous-estimer la capacité de la BCE à agir sur les taux par exemple, et à permettre des politiques de court terme pour relancer la croissance, qui seule permet de réduire la dette.

Tout le champ de la politique a été laissé au néolibéralisme anglo-saxon (dérégulation, intervention de l'État, financiarisation) et à l'ordo-libéralisme allemand rigide (empire de la norme, la faute de l'endettement, la rigueur budgétaire réparatrice...). Les contradictions entre le FMI et la politique européenne menée sous influence allemande s'expliquent par l'opposition de ces deux libéralismes...

« La dorsale libérale de ce gouvernement a adopté tous les thèmes bruxellois, s'emporte un actuel conseiller de Bercy, forteresse de l'économie désormais occupée par Arnaud Montebourg. Pendant que le ministre s'égosillait sur l'euro, sur les comportements de la commission de Bruxelles, eux jouaient aux bons élèves de la classe européenne. Sur les affaires budgétaires, on est les caniches, les toutous de la commission de Bruxelles qui elle-même est contestée par le monde entier, du FMI à l'OCDE et jusqu'au gouvernement américain... Depuis deux ans, nous plaidons au sein de ce gouvernement pour une politique alternative ; deux années d'isolement, de combat intérieur, de désolation et de défaite morale. »

« Florange est la victoire de Mittal qui paye son endettement personnel avec les bijoux de famille industriels de la France, renchérit un autre conseiller du ministère de l'économie. La loi bancaire a réjoui les banquiers et, quand un banquier est content, c'est inquiétant. Kron, le PDG d'Alstom, c'est la trahison des clercs. Il s'est essuyé les pieds sur le pouvoir politique. Il a dit aux Américains : "Vous me sauvez des accusations de corruption et je vous donne Alstom." »

La forme ultime de l'insouveraineté

Toutes sortes de raisons (erreurs de communication, absence d'un récit cohérent, amateurisme dans la conduite du gouvernement) ont été invoquées par les médias pour expliquer cette « gestion » erratique du pouvoir. En réalité, aucune ne permet de saisir la logique à l'œuvre : une perte de souveraineté qui affecte toutes les instances du pouvoir, et au premier chef la

fonction présidentielle. « Le Titanic avait un problème d'iceberg. Pas un problème de communication », twittait récemment Paul Begala, qui fut l'un des architectes de la victoire de Bill Clinton en 1992. C'est la même chose pour François Hollande ; il n'a pas un problème de communication, il a un problème de souveraineté.

« C'est une énigme simple et une équation complexe à deux variables : les institutions + la personnalité, me confie un député. Marx parle, dans Les Luttes de classe en France, du crétinisme parlementaire. Là, on est face au crétinisme présidentiel. Le président n'étaye pas sa pensée. Il refuse le débat interministériel, méprise l'expertise sous forme d'anti-intellectualisme, tout en affichant l'arrogance de la technocratie omnisciente... »

L'homme réputé le plus puissant de la nation est un homme qui doit négocier ses marges de manœuvre avec la commission de Bruxelles ou la chancellerie à Berlin. Le monarque républicain est un homme fragile, malmené par les médias, humilié par les sondages d'opinion, dont la politique ou la moindre déclaration est soumise à la surveillance des marchés et des agences de notation. C'est un souverain sans monnaie ni frontières. Un souverain sans souveraineté.



Le 15 juin, le chef de l'État assiste dans un salon de l'Élysée au match de foot Honduras-France. © (Elysée)

De la fonction présidentielle ne subsistent que le rituel, le décorum, les huissiers avec leurs chaînes, les hôtels particuliers du Monopoly auquel s'adonne et se distrait l'élite politico-médiatique. Faute de puissance d'agir, reste la mise en scène de la souveraineté perdue ; c'est ce qui donne à l'exercice du pouvoir par François Hollande son côté spectral, crépusculaire, et pas seulement spectaculaire.

Du coup, l'exercice du pouvoir politique est frappé de soupçon ; ce qui donne à la scène politique son aspect de farce insupportable, de comédie des erreurs. Peut-être y a-t-il une forme de lucidité dans le fait d'avoir porté au pouvoir un blagueur. « Gouverner, c'est pleuvoir », a-t-il l'habitude de plaisanter pour relativiser son impuissance. La bonhomie de François Hollande est peut-être un signe des temps. La bulle de blagues dans laquelle il s'enferme le protège du réel qui ne cesse pourtant de frapper à la porte de son palais.

Ces retours du réel constituent une chaîne de démentis. Démenti des chiffres (du chômage, de la croissance). Démenti des événements. Désaveu des électeurs. Un seul désaveu en trois personnes : Mittal, Cahuzac, Le Pen. La crise de la Ve République est une crise de l'action politique, c'est-à-dire une crise des « enchaînements » qui permettent aux gouvernants de réagir par des décisions effectives aux situations qui mettent en péril leur pouvoir (dévaluation, levée de l'impôt, mobilisation, déclaration de guerre, etc.)

C'est peut-être la raison cachée « ironique » du choix de François Hollande par les Français. Nicolas Sarkozy se débattait encore avec une fonction présidentielle affaiblie par le quinquennat, surjouant la familiarité avec les grands de ce monde, traitant son premier ministre de collaborateur, humiliant ses ministres pour tenter de rehausser la fonction. Le candidat normal incarne mieux que quiconque la figure de l'insouverain. François Hollande l'assume sans état d'âme, avec une forme d'abnégation et de bonhomie, en pédagogue, en artisan de l'impuissance. Moi, Président ?, semblait-il s'interroger à l'avance dans sa célèbre anaphore du débat présidentiel de 2012. Son mandat restera comme une école du renoncement.

Car le hold-up initial achève de se retourner contre ses auteurs. Après avoir ravi au gouvernement tous ses pouvoirs, en 1958, le président de la République s'est fait voler son butin au cours d'une série de casses audacieuses, avalisées par une série de traités, depuis le traité de Maastricht, en 1992, jusqu'au traité de Lisbonne, en 2007. C'est le moment clé du retournement de la monarchie élective voulue par de Gaulle. En concentrant au sommet de l'État tous les pouvoirs de l'exécutif, la Constitution de la Ve République a facilité la tâche des cambrioleurs ; c'était un jeu d'enfant de s'emparer de la souveraineté étatique ! Ces hold-up successifs constituent le

véritable coup d'État permanent, un coup d'État contre la souveraineté nationale. Mais, contrairement à celui dénoncé par Mitterrand en 1964, celui-là a été opéré au nez et à la barbe des Français et contre leur volonté explicite exprimée en 2005.

Les ultimes scrupules (ou maladroites) de Jacques Chirac, qui décida d'organiser en 2005 le référendum constitutionnel, n'y ont rien changé. On s'essuya les pieds sur la volonté populaire. Sans doute le processus inauguré à Maastricht était-il trop avancé. Sans doute les classes dirigeantes du pays avaient-elles confondu les bonnes pratiques européennes et les mauvaises habitudes françaises, les choix difficiles et les solutions de facilité, chaque fois qu'il s'est agi de désarmer l'État. On parla de construction européenne quand il eût fallu dire « déconstruction » du cadre de la souveraineté populaire. On fit miroiter les États-Unis d'Europe pendant que l'on démontait la République. On évoqua l'élargissement de l'Europe quand c'était le cadre national qui s'étiolait.

On parla de projet, d'horizon, de dessein quand l'action politique se bornait de plus en plus à faire accepter et appliquer les injonctions venues de Bruxelles. On parla de changement quand il ne s'agissait plus que d'imposer le statu quo des traités européens.

On euphémisa les abandons de souveraineté en les qualifiant de transferts de compétences. François Mitterrand ne se payait pas de mots, lui, quand il déplorait l'attitude du premier ministre sous la Ve République « qui, plutôt que de déplaire à l'hôte de l'Élysée, se dépouille lui-même peu à peu des prérogatives que lui confère la Constitution ». Il parlait de « strip-tease ». Aujourd'hui, ce n'est plus seulement le premier ministre qui se dépouille de ses pouvoirs constitutionnels pour les céder au monarque républicain, c'est le monarque républicain lui-même, depuis Maastricht, qui abandonne un à un ses attributs et ses pouvoirs pour le plus grand plaisir de l'élite néolibérale. Un strip-tease.



Visite présidentielle en Andorre, le 13 juin. © (Élysée)

La République enlève le haut et le roi est nu. C'est le paradoxe terminal de la Ve République. François Hollande est l'enfant d'un paradoxe. Il n'en est pas la cause. Tout au plus une circonstance aggravante. La Ve République finissante lui a laissé ce rôle de composition : une présidence de bas régime. Il est la forme ultime de l'insouveraineté.

Le pouvoir politique en France est d'essence volatile, instable. Ôtez-lui ses gigantesques condensateurs que sont les institutions, et il se disperse, se déverse dans les rues, se répand dans les airs et les esprits. C'est la chimie de la démocratie française, avec ses matériaux inflammables et ses refroidisseurs, avec son lyrisme des rues et sa langue d'État, avec ses brusques révolutions et ses mornes restaurations, avec ses classes dangereuses et ses élites défaitistes, avec ses vagues d'immigration et ses ressacs identitaires, son anarchisme, son irrédentisme et ses reprises en main brutales et parfois sanglantes, Versailles et Valmy.

Les constitutions s'essaient à réguler ces courants contraires. Ce sont des constructions fragiles, des composés chimiques dont la stabilité est faite pour un peuple et une époque donnés. Leur légitimité dépend de leur capacité effective à mobiliser les moyens de l'État à des fins collectives. Cette capacité fonde la croyance en la possibilité d'agir sur le monde et de s'y orienter librement. Les régimes tombent quand ils ne sont plus capables d'assurer cette croyance légitime...

C'est ce qui est en train d'arriver à la Ve République.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Le groupe parlementaire UMP a prêté en secret 3 millions d'euros au parti

Christian Jacob, le patron des députés UMP, a confirmé samedi soir cette information de Mediapart.



Christian Jacob, le président du groupe UMP à l'Assemblée. Crédit Reuters

Christian Jacob a indiqué samedi soir à l'AFP que le groupe parlementaire UMP qu'il dirige avait octroyé un prêt de 3 millions d'euros au parti, en 2012. Une information qui confirme celle publiée par Mediapart, plus tôt dans la journée.

"Au lendemain des élections législatives, en attendant la dotation de l'Etat, le parti avait un trou de trésorerie et comme les finances du groupe le permettaient, on a fait un prêt de 3 millions d'euros au parti, avec une convention, un échéancier, un taux d'intérêt", a expliqué Christian Jacob.

Ce dernier a aussi confirmé qu'il n'avait pas informé les autres députés UMP de l'existence de ce prêt. "On n'est pas sur un don, on est sur un prêt, a-t-il ajouté.

Je ne vois pas ce qu'il y a d'illégal là-dedans." Aujourd'hui, environ 540 000 euros ont été remboursés par l'UMP au groupe, a-t-il dit.

Suite à cette révélation, le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone a annoncé dans un communiqué vouloir mettre fin à l'absence de contrôle sur la façon dont les groupes parlementaires utilisent leurs moyens financiers.

atlantico.fr

VI) Avec Alstom, le gouvernement a évité un nouveau Florange

Par Antonio RODRIGUEZ



Le ministre de l'Economie Arnaud Montebourg à Paris le 20 juin 2014
© Eric Piermont

Le gouvernement a désamorcé la "bombe Montebourg" dans le dossier Alstom et évité un clash dévastateur comme celui de Florange, en laissant son ministre...

Le gouvernement a désamorcé la "bombe Montebourg" dans le dossier Alstom et évité un clash dévastateur comme celui de Florange, en laissant son ministre engranger seul le premier grand succès de son interventionnisme, même si GE n'avait pas forcément sa préférence.

"C'est une victoire pour Alstom, une réussite pour la France et un succès politique indéniable pour le retour en force de l'État dans l'économie", s'est félicité vendredi Arnaud Montebourg, après avoir annoncé le choix de l'américain General Electric (GE). Samedi soir, le conseil d'administration d'Alstom a confirmé sa préférence pour General

Le choix de GE, Montebourg a été chargé de l'annoncer lui-même, chez lui, à Bercy. Un contraste avec l'arbitrage du dossier Florange fin 2012, quand le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait écarté d'un revers de main le projet de nationalisation porté à bout de bras par son ministre... sans exprimer la moindre reconnaissance pour ses efforts.

Hier, le chef du gouvernement Manuel Valls a pris soin de féliciter M. Montebourg à deux reprises, la première avant même l'annonce du choix de GE et la seconde immédiatement après sa conférence de presse.

"En termes de méthode, c'est l'anti-Florange, c'est une décision partagée par chacun", a assuré le Premier ministre, lors d'un déplacement en Saône-et-Loire, les terres de son ministre de l'Économie.

Il est vrai que face à la fronde de députés de la gauche du PS, dont plusieurs sont proches de M. Montebourg, M. Valls pouvait difficilement se permettre, trois mois après son arrivée à Matignon, l'explosion de la "bombe Montebourg", titre de la Une du Nouvel observateur de cette semaine.

L'hebdomadaire prévenait clairement que le ministre de l'Économie démissionnerait si la décision sur Alstom ne lui convenait pas ou si les orientations économiques du gouvernement n'étaient pas modifiées à la rentrée. Une menace que le ministre avait déjà brandie avec fracas après l'arbitrage défavorable de Florange.

"Que Montebourg ait des interrogations sur la politique du Président de la République, ça c'est certain. Mais avec Valls il y a un pacte, ils ont besoin l'un de l'autre", a toutefois expliqué à l'AFP un député socialiste, rappelant que le Bourguignon avait renforcé sa position au gouvernement lors du dernier remaniement.

- Electron libre -

De son côté, l'Élysée s'est félicité de "la fluidité dans la méthode et le résultat", ainsi que la "cohérence gouvernementale" dans la gestion du dossier Alstom. "L'État a été très professionnel", insiste-t-on, comme pour mieux marquer la différence avec Florange.

"Une entrée dans le capital et une alliance avec un grand groupe étranger, ça devient la marque Montebourg pour sortir une société française de son isolement", a confié une source proche du dossier, rappelant l'exemple de PSA.

Il n'empêche que M. Montebourg est resté fidèle à son image d'électron libre, en livrant le choix du gouvernement vendredi... à sa manière.

Le ministre a d'abord annoncé l'entrée de l'État au capital d'Alstom, puis a énuméré la longue liste des conditions fixées à la reprise de ce fleuron de l'industrie française.

Il n'a donné le choix de l'exécutif que bien plus tard, au détour de l'une de ses dernières phrases, après avoir bien insisté sur le "sérieux" de l'offre concurrente de Siemens qui "a montré qu'Alstom méritait une alliance plutôt qu'un rachat-absorption".

"Le gouvernement dans sa diversité a tranché, sous l'autorité du président de la République", a-t-

il fini par lâcher. Des mots choisis qui laissaient entendre qu'il ne partageait pas cet avis.

Mais il est vrai que M. Montebourg s'est bien gardé d'exprimer publiquement sa préférence pendant les deux mois de l'affaire Alstom, confirmant le changement de style amorcé depuis l'échec de Florange.

Toutefois, une fois encore vendredi, il s'en est pris à l'une de ses cibles préférées: la Commission européenne, dont il a fustigé "la vision très idéologique" de la concurrence qui a empêché le rapprochement avec Siemens.

publicsenat.fr

VII) Europe : comment le Medef passe commande auprès des députés pour défendre ses intérêts ?

Eugénie Barbezat



Le rayon « prêt à penser » de l'organisation patronale est bien achalandé ! L'eurodéputée (PS) Sylvie Guillaume en apporte la preuve en rendant publique une lettre datée du 5 juin, signée de Pierre Gattaz dans laquelle il fait connaître ses exigences, considérant les élus du peuple comme des factotums à son service.

Ce n'est pas une surprise, l'organisation patronale est avant tout un puissant lobby qui a pour ambition de faire gagner toujours plus d'argent à ses adhérents, notamment en tentant d'obtenir pour eux un cadre législatif « favorable », c'est-à-dire réduisant à peau de chagrin les

droits sociaux et environnementaux.

Comme nous vous le révélions dans un article concernant la réponse au questionnaire envoyé par le CCFT aux entreprises du Cac 40 à propos de leurs engagements concernant la protection des employés sous traitants, un an au Bangladesh, l'atelier textile du Rana Plaza entraînant la mort de 1138 personnes qui fabriquaient des vêtements pour le compte d'enseignes européennes, le MEDEF n'avait pas été avare « d'éléments de langage » afin d'aider ses adhérents à remplir leur copie (voir notre enquête ici)...

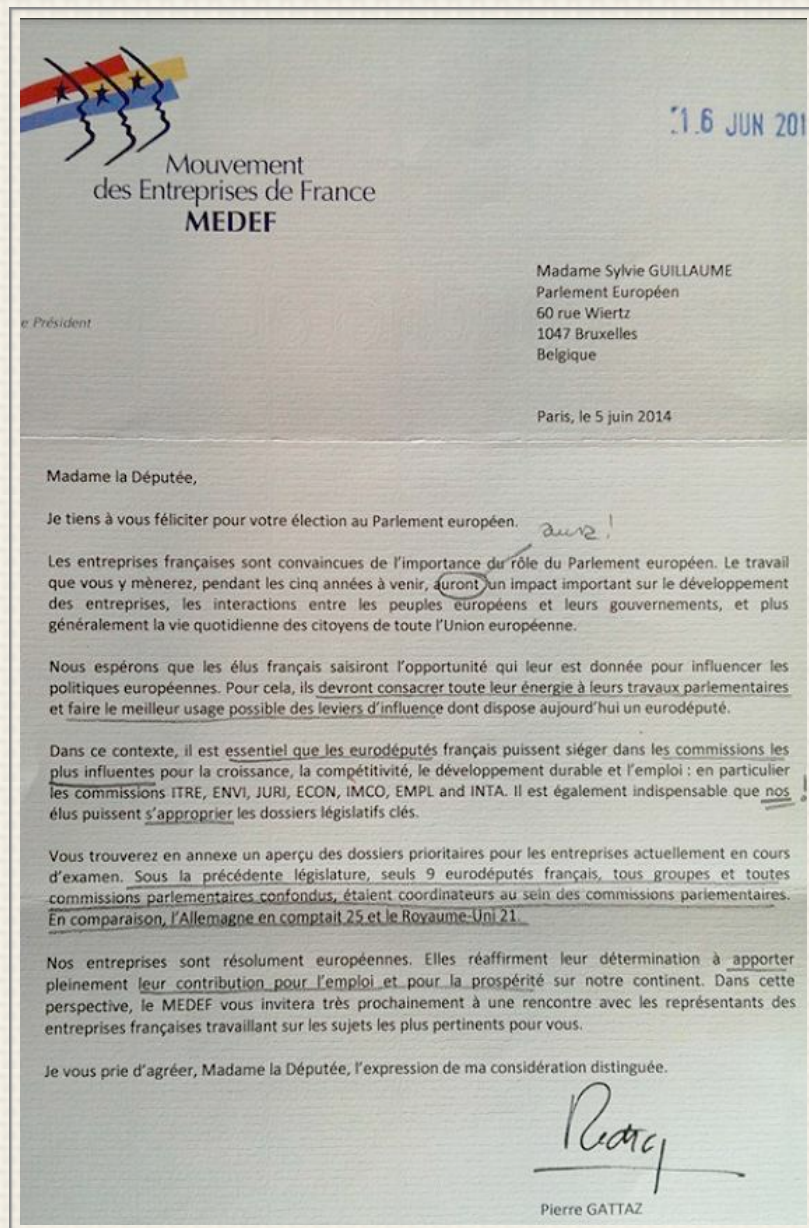
Le rayon « prêt à penser » du MEDF est d'ailleurs si bien achalandé qu'il existe des textes et des recommandations pour toutes les situations et pour tous les destinataires. Ainsi que nous l'apprend l'eurodéputée (PS) Sylvie Guillaume qui a rendu publique une lettre datée du 5 juin, dans laquelle sous la plume de son président, l'organisation patronale fait connaître ses exigences, non pas à ses adhérents cette fois, mais à une grande majorité des élus du peules lors du dernier scrutin européen.

{C}lettre-medef.pdf

Les élus ciblés par le MEDEF (tous sauf ceux d'Europe Ecologie les Vert et du Front de gauche !) sont invités à aller siéger dans des commissions précises tout en mobilisant tous leurs « leviers d'influence ». Sans complexe, l'organisation patronale dicte clairement ses ordres aux députés européens, à qui elle s'adresse comme à ses employés pour défendre ses intérêts. Les élus sont ainsi infantilisés par le MEDEF qui, pour mieux les instrumentaliser leur explique dans quelles commissions siéger et quels sont les enjeux en terme d'influence des postes visés. « Il est essentiel que les eurodéputés français puissent siéger dans les commissions les plus influentes », écrit le président du Medef Pierre Gattaz, qui décline les instances qui ont sa préférence :

- Les commissions Itre (industrie, recherche, énergie),
- Envi (environnement),
- Juri (Affaires juridiques),
- Econ (Affaires économiques),
- Imco (Marché intérieur),
- Empl (Emploi) et
- Inta (Commerce international).

La destinataire de la lettre a, de son côté, prévu d'aller siéger au sein de la commission des



Libertés civiles et affaires intérieures, qui traite de l'espace Schengen, entre autres sujets. L'organisation patronale flèche aussi les postes occupés au sein des commissions, sermonnant les Français qui, contrairement aux eurodéputés allemands et britanniques, ont tendance à bouder le statut de « coordinateur », or, M. Gattaz sait bien que cette fonction peu connue permet d'orienter les votes tout en gérant la répartition des tâches entre les députés : c'est le coordinateur qui détermine les rapports dont un élu peut avoir la charge. Il précise même que cette responsabilité « nécessite beaucoup de temps de présence, du goût pour le travail technique et la maîtrise de l'anglais ».... Que les députés se rassurent, s'ils ne peuvent rédiger des documents en anglais, le MEDEF est sans doute tout à fait disposé à s'en charger. Apparemment l'organisation patronale a les moyens de s'offrir les services de conseillers techniques, sinon convainquant, du moins prolixes car les élus sont par ailleurs appelés à faire le « meilleur usage possible des leviers

d'influence ».

Le Medef prend soin d'indiquer ses dossiers prioritaires sur 18 pages d'annexes (voir document joint) annexe-medef.pdf

Sont cités la taxe sur les transactions financières, à laquelle le Medef est « fortement opposé », le règlement sur les données personnelles, la directive sur le secret des affaires ou encore le système européen de quotas de CO2.

Sous forme de tableau, le document liste les propositions de directives, regroupées par commission, auxquelles sont accolées, dans une première colonne, les échéances et l'état des lieux (voté, ou non encore voté, par exemple) et dans la colonne la plus large viennent ensuite les "positions" argumentées du MEDEF. On peut ainsi lire **concernant la proposition de révision des directives sur les droits des actionnaires, que "la proposition entre trop dans le détail en matière de rémunération des dirigeants. Il suffirait de poser le principe du vote des actionnaires "say on pay" "**

Parmi les recommandations du MEDEF concernant le climat et l'énergie, on trouve également un vif encouragement à se tourner vers l'exploitation du **gaz de schiste**...

Ce document est un condensé du programme politique du MEDEF, il sera fort intéressant de pouvoir s'y référer au moment du vote des directives par les députés... afin de mesurer la portée des arguments si minutieusement rédigés par l'organisation patronale.

Document à télécharger:
[annexe-medef.pdf](#)

humanite.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU